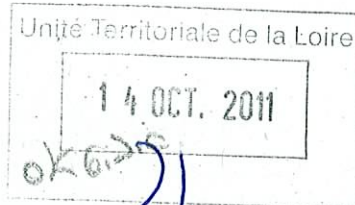


Cohie: DREAL

UT Loire. IIC



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFET DE LA LOIRE



DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS  
Service Environnement et prévention des risques  
Immeuble "le Continental"  
10 rue Claudius Buard CS 40272  
42014 SAINT ETIENNE Cedex 2

ARRETE N° 400 -DDPP-11

PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

SOCIETE EUROTAB OPERATIONS  
ROUTE DE SAINT-MARCELLIN  
BP 211  
42173 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT

VUS ET CONSIDÉRANTS.....	3
TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	4
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	4
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS .....	4
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE.....	4
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION .....	5
CHAPITRE 1.5 MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	5
CHAPITRE 1.6 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES.....	5
CHAPITRE 1.7 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	5
CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	6
TITRE 2 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES .....	7
CHAPITRE 2.1 COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....	7
CHAPITRE 2.2 DISPOSITIONS TRANSITOIRES.....	8
TITRE 3 EXÉCUTION .....	9

---

### VUS ET CONSIDERANTS

---

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret n° 2005-989 du 10 août 2005 portant modification de la nomenclature des installations classées ;

VU le récépissé de déclaration du 26 juin 2002 délivré à la société LINOSSIER pour les activités de production de comprimés détergents chlorés sur le territoire de la commune de ST-JUST ST-RAMBERT – Route de St-Marcellin ;

VU le dossier de demande d'autorisation transmis par l'exploitant en mars 2007 et complété en février 2008 ;

VU les arrêtés préfectoraux n°2005-2843 du 18 octobre 2005 et n°2007-0246 du 5 juin 2007 ;

VU le courrier du 4 avril 2008 prenant acte de la déclaration de changement d'exploitant ;

VU le dossier de modification des conditions d'exploitation transmis par la sous-préfecture de MONTBRISON le 3 septembre 2010 ;

VU l'avis du Service Départemental d'incendie et de Secours transmis le 21 février 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 19 juillet 2011 ;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 12 septembre 2011 ;

VU l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**SUR proposition** du directeur départemental de la protection des populations ;

**ARRETE**

## TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.1.1. – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société EUROTAB OPERATIONS dont le siège social est situé à SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, ZAC des Peyrardes est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter, sur le territoire de la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT route de Saint-Marcellin, les installations détaillées dans les articles suivants.

#### ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions du présent arrêté entraînent l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques :

- du récépissé de déclaration n°2002-30 du 26 juin 2002 délivré pour les rubriques 1200, 1510, 2630 et 2925 de la nomenclature des installations classées,
- de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2005/2843 du 18 octobre 2005
- de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2007/0246 du 5 juin 2007
- du récépissé de déclaration n°2011-3 du 18 janvier 2011.

### CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Volume	A-SB, A, D, NC
<b>Dangereux pour l'environnement (A)</b> très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparation) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille ou par d'autres rubriques. 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 100 t.	<b>1172-3</b>	Emploi et stockage de <b>98 tonnes</b> de dichloroisocyanurate de sodium di-hydraté	<b>D</b>

*D : Déclaration*

*Volume : Éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.*

#### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Saint-Just-Saint-Rambert	Section F, parcelles n° 1043, 1466, 1626, 1629	Route de Saint-Marcellin

### CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION**

### **ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **CHAPITRE 1.5 MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.5.2. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.5.3. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

### **ARTICLE 1.5.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.5. CESSATION D'ACTIVITÉ**

Le site ayant exercée des activités relevant du régime de l'autorisation (rapport DRIRE GS42-S7-08-G147F45-SG du 12 juin 2008 établi pour un stockage de produits de 160 tonnes au titre de la rubrique 1172), lorsque l'installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant satisfait aux obligations de cessation d'activité des établissements relevant du régime de l'autorisation prévues par le code de l'environnement.

## **CHAPITRE 1.6 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **ARTICLE 1.6.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales (art L 512-8) en vigueur du 23 décembre 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1172 relative au stockage et à l'emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement A, très toxiques pour les organismes aquatiques

Les installations, telles que décrites dans le dossier de déclaration reçu par monsieur le Préfet de la Loire le 2 octobre 1997, sont considérées comme des installations existantes vis à vis des prescriptions de cet arrêté.

### **ARTICLE 1.6.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du titre 2 « prescriptions particulières » du présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.7 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-

1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant

Les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## TITRE 2 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

### CHAPITRE 2.1 COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées/renforcées par celles des articles du présent chapitre.

#### ARTICLE 2.1.1. MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE

Le paragraphe 4.2 de l'annexe 1 de l'arrêté du 23 décembre 1998 modifié est complété par :

- pour assurer la défense extérieure contre l'incendie du site, il faut pouvoir disposer d'un débit d'eau de 180 m<sup>3</sup>/h disponible pendant 2 heures

Ce volume devra être assuré :

♦ Par des bouches incendie ou des poteaux d'incendie publics ou privés de type normalisé (NFS 61.213 et 62.200) répondant aux caractéristiques minimum suivantes pendant 2 heures :

- > Diamètre 100 mm
- > Débit 17 l/s soit 60 m<sup>3</sup>/h
- > Pression dynamique : 1 bar minimum

Un des poteaux devra être situé à moins de 200 mètres de l'entrée de l'établissement.

♦ Dans le cas où la totalité du débit disponible ne pourrait être obtenue à partir des poteaux ou bouches d'incendie du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau, propre au site et accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves d'eau (naturelles ou artificielles – publiques ou privées), devront être distantes de plus de 10 mètres de tout bâtiment et, équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951. Volume minimum de la réserve : 360 m<sup>3</sup>.

Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue, devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, Bureau Départemental de Prévision Opérationnelle (application de la norme NFS 62.200).

L'exploitant devra être en mesure de démontrer la disponibilité des débits à la demande de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 2.1.2. SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES POUVANT ÊTRE À L'ORIGINE DE RISQUES

Une surveillance des installations est assurée par une société de télésurveillance 24h/24.

Un système de détection automatique incendie, conforme aux référentiels en vigueur est mis en place, avec transmission de l'alarme à l'exploitant et à la société de télésurveillance 24h/24. Les détecteurs seront en nombre suffisant. L'exploitant, dans l'exploitation des installations, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs. Un report de l'alarme est présent dans les bureaux. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

- La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.
- La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

#### ARTICLE 2.1.3. COMPORTEMENT AU FEU DES BÂTIMENTS

##### Article 2.1.3.1. Séparation bâtiment de production – bâtiment de stockage

L'atelier de production est isolé du bâtiment de stockage.

Pour atteindre cet objectif, les conditions suivantes doivent être respectées :

- le mur séparatif entre le bâtiment de stockage et le couloir de liaison qui conduit vers l'atelier de production est coupe feu de degré 2 heures jusqu'en sous face de toiture. Ce mur s'étend
  - sur une longueur de 4 mètres sur la façade Sud, depuis l'angle Sud-Est,

- sur une longueur de 13 mètres sur la façade Est, depuis l'angle Sud-Est.
- une protection coupe feu de degré 1 heure est réalisée jusqu'en sous face de toiture, dans le prolongement du mur de 4 mètres cité ci-avant et jusqu'à l'exutoire de fumées situé à environ 9 mètres.
- les ouvertures effectuées dans la paroi (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour la paroi. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans le mur coupe feu de degré 2 heures sont coupe feu de degré 2 heures.

#### **Article 2.1.3.2. Isolation dans les escaliers entre les deux niveaux du bâtiment de production**

Les escaliers intérieurs reliant les deux niveaux du bâtiment de production sont équipés d'une porte coupe feu de degré 2 heures. La fermeture de cette porte est associée à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant la fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la porte.

#### **ARTICLE 2.1.4. ACCESSIBILITÉ**

L'ouverture du portail d'accès au site est associé à un dispositif asservi au système de détection automatique incendie. Ce dispositif est également manœuvrable à la main.

#### **ARTICLE 2.1.5. TEMPÉRATURE DES INSTALLATIONS**

##### **Article 2.1.5.1. Température de l'atelier de production**

Afin de limiter l'échauffement des produits, une installation de rafraîchissement est mise en place dans l'atelier de mélange.

##### **Article 2.1.5.2. Température des pastilleuses**

Toutes les pastilleuses du site disposeront d'un capteur de température sur chaque rampe associé à la came de remplissage qui arrête la machine si la température est supérieure à 50°C, de manière automatique.

Ce capteur sera relié à une alarme sonore et visuelle. Il fera l'objet de procédure de maintenance et de vérifications périodiques.

Des procédures seront mises en oeuvre pour s'assurer régulièrement de l'absence de poudre dans la partie inférieure de la pastilleuse et l'absence d'huile sur le plateau tourelle.

Ces procédures prévoient l'arrêt de la production en cas d'anomalie.

##### **Article 2.1.5.3. Température des mélangeuses**

Le mélangeur est munie de sondes de température destinées à contrôler la température à l'intérieur des cuves. Ce capteur sera relié à une alarme sonore et visuelle.

### **CHAPITRE 2.2 DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Les travaux nécessaires pour réaliser la mise en conformité des installations vis à vis des prescriptions des articles 2.1.1 et 2.1.3 sont effectués sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les éléments justificatifs sont transmis à l'inspection des installations classées.



---

### TITRE 3 EXECUTION

---

#### ARTICLE 3.1 FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### ARTICLE 3.2- AFFICHAGE

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

#### ARTICLE 3.3 - APPLICATION

Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées Monsieur le maire de ST-JUST-ST-RAMBERT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 11 OCT. 2011

Pour le Préfet et par délégation  
Le Directeur Départemental de la  
Protection des Populations  
Didier PERRÉ

#### Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société EUROTAB OPERATIONS

Route de ST-MARCELLIN

BP 211

42152 ST-JUST-ST-RAMBERT

- Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON

- Monsieur le maire de ST-JUST-ST-RAMBERT

- L'Inspection des installations classées – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Loire

- Archives

- Chrono

